

MEMOIRE EN REPONSE A L'AVIS DE LA MRAE Du 23 juin 2023



TABLE DES MATIERES

1.	ETUDE DE COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE	3
2.	ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION	4
2.1.	REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME (RNU)	4
2.2.	SCHEMAS REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DES CARRIERES	4
2.3.	PARC NATIONAL DE FORETS DE CHAMPAGNE BOURGOGNE	5
3.	SOLUTIONS ALTERNATIVES ET JUSTIFICATION DU PROJET	5
4.	ANALYSE PAR THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES	6
4.1.	LA BIODIVERSITE – CONCERNANT LES OISEAUX	6
4.2.	LA BIODIVERSITE – CONCERNANT LES MESURES ERC	7
4.3.	LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	8
4.4.	CONCERNANT LES EMISSIONS DE POUSSIERE	9
4.5.	CONCERNANT LA REMISE EN ETAT	9

Le présent document a pour objectif de répondre aux observations émises par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) du Grand Est sur le projet de renouvellement et d'extension d'une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Lanty-sur-Aube, dans son avis n°MRAE 2023APGE66, reçu le 23 juin 2023.

1. ETUDE DE COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE

L'Ae regrette que cette étude ne soit pas intégrée au dossier d'étude d'impact.

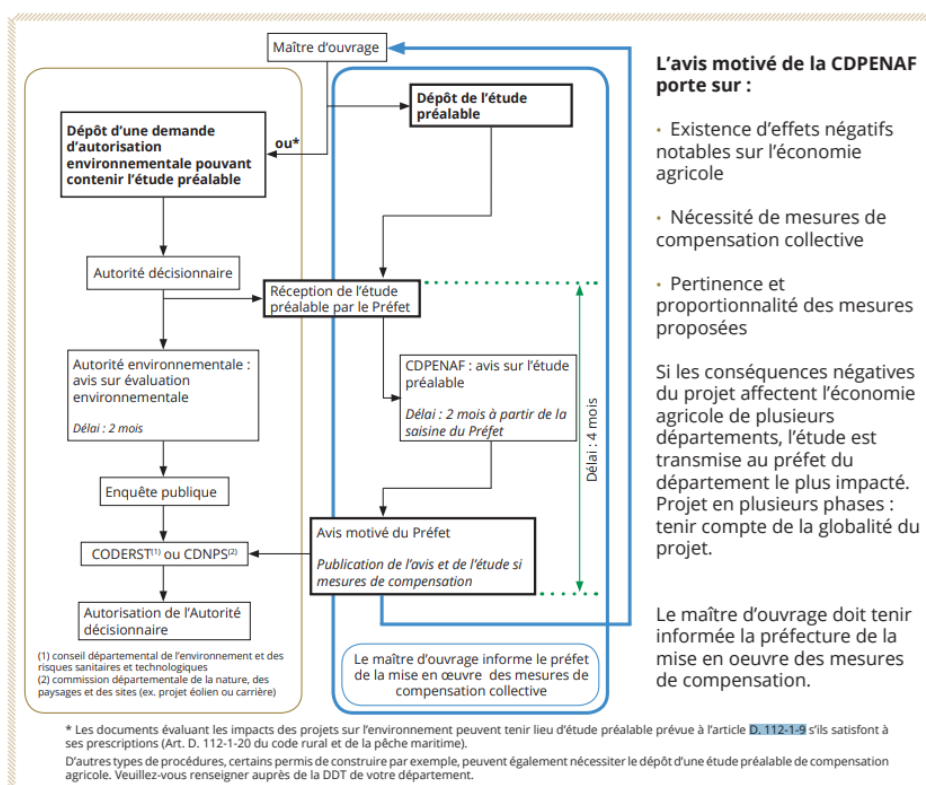
L'Ae rappelle que si des compensations surfaciques sont mises en œuvre et qu'elles recréent des surfaces agricoles en dehors du site, alors les impacts environnementaux de ces surfaces agricoles créées sur le site où elles s'implanteront sont à analyser et à intégrer dans l'étude d'impact du projet, et ceci au titre de la définition du projet global inscrite dans le code de l'environnement à l'article L.122-1 III.

L'Ae recommande au pétitionnaire de compléter son dossier avec l'étude de compensation agricole et d'intégrer, le cas échéant, les impacts environnementaux des compensations agricoles éventuellement mises en œuvre.

En tout état de cause, l'Ae recommande au pétitionnaire d'indiquer la façon dont il compensera la perte des fonctionnalités écologiques des 7 ha de sols agricoles qui seront détruits par le projet.

Réponse de la société : l'étude de compensation agricole collective a été réalisée par la Chambre d'agriculture de la Haute-Marne en juillet 2022 et a été transmis à la CDPENAF le 22 mars 2023. Etant donné qu'il s'agit de deux procédures bien distinctes, cette étude n'est pas intégrée automatiquement au dossier d'étude d'impact. Néanmoins, les effets sur le milieu agricole et les mesures mises en place ont été détaillées dans l'étude d'impact (Thème 6, §3.2.1.2 et §3.3). Cela est visible sur le schéma ci-dessous :

▼ **Figure 1 : Les différentes étapes de la procédure d'examen de l'étude préalable**
(Source : DRAAF Grand Est – Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire – Avril 2019)



Réponse de l'inspection des installations classées : L'inspection n'a pas connaissance à ce stade de telles compensations, qui sont gérées dans le cadre d'une consultation de la CDPENAF. Elle rappelle que les terrains consommés par le projet sont constitués de parcelles en agriculture intensive, particulièrement présentes à proximité du projet, et sans que des difficultés de report (par exemple d'espèces nichant dans les cultures céréalières) ne soient identifiées.

2. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

2.1. REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME (RNU)

L'Ae recommande au pétitionnaire de compléter son dossier par une analyse de la compatibilité de son projet avec le règlement national d'urbanisme (RNU).

Réponse de l'inspection des installations classées : L'analyse de compatibilité du projet au RNU a déjà été effectuée par le service SSA (Service Sécurité et Aménagement) de la DDT 52, qui conclut à sa conformité.

2.2. SCHEMAS REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DES CARRIERES

L'Ae recommande ainsi au pétitionnaire de réaliser un bilan de la consommation de matériaux alluvionnaires après chaque phase d'extraction et de mieux justifier :

- *le besoin en matériaux alluvionnaires sur la zone de chalandise pour les 13 ans à venir ;*
- *le tonnage prévu, sur la base des besoins de la zone de chalandise au regard de la production des autres carrières alimentant cette zone.*

Afin de s'adapter aux caractéristiques du marché, la SAS André Boureau a déjà ajusté sa production annuelle de matériaux.

Actuellement et depuis quelques années, la production annuelle s'établit aux environs de 30 000 tonnes/an.

Seule carrière alluvionnaire présente et autorisée sur la zone de chalandise, la carrière de Lanty-sur-Aube fournit l'intégralité des besoins de ses clients actuels en matériaux alluvionnaires de la zone d'activité (Secteur Chatillon sur Seine et Chaumont).

A partir des ventes de matériaux actuelles, on peut considérer que le tonnage à fournir pour alimenter les clients actuels et futurs de la société représentera 150 000 tonnes pour la phase 1 (durée de 5 ans), 150 000 tonnes pour la phase 2 (durée de 5 ans) et 60 000 tonnes pour la 3^{ème} phase (durée 2 ans).

Le gisement disponible pour cette phase d'exploitation est estimé à 400 000 tonnes.

A activité constante du milieu de la construction, la production annuelle envisagée lors du dépôt du dossier correspond au besoin de la clientèle de la société Boureau et au gisement disponible.

Comme le recommande l'Autorité Environnementale, un suivi des besoins et une adéquation des productions théoriques et réelles liés à l'activité économique du monde de la construction seront réalisés à chaque fin de phase d'exploitation.

L'Ae recommande au préfet de région de mener rapidement à son terme l'élaboration du schéma régional des carrières (SRC) qui permettra de s'assurer de l'adéquation de l'offre et de la demande en granulats et donc de leur bon dimensionnement en vue de réduire leurs impacts sur l'environnement.

Sans commentaire.

2.3. PARC NATIONAL DE FORETS DE CHAMPAGNE BOURGOGNE

L'Ae recommande au pétitionnaire de prendre l'attache du Parc national de forêts pour s'assurer de la bonne prise en compte des enjeux protégés par sa charte.

Réponse de l'inspection des installations classées : La saisine du Parc National de Forêt sera faite pendant l'enquête publique.

3. SOLUTIONS ALTERNATIVES ET JUSTIFICATION DU PROJET

L'Ae regrette que l'exploitant n'ait pas présenté dans son dossier l'étude de solutions de substitution en termes de choix de localisation de site, par exemple en recherchant un site plus proche des modes de transport alternatifs à la route.

L'Ae rappelle à l'exploitant qu'il doit présenter, conformément à l'article R.122-5 II 7° du code de l'environnement, les solutions de substitution raisonnables s'appuyant sur une analyse des impacts environnementaux pour le site retenu en comparaison avec les impacts environnementaux sur d'autres sites possibles et de compléter son dossier par cette analyse comparative.

L'exploitation de la carrière de Lanty sur Aube alimentera principalement les secteurs d'activités de la construction de Chaumont (52) et Chatillon-sur-Seine (21).

Les gisements de matériaux alluvionnaires présents sur la zone de chalandise se situent dans la vallée alluvionnaire de l'Aube.

L'implantation de la carrière à Lanty-sur-Aube situe la zone d'exploitation à mi-chemin entre les deux principales zones d'activité de Chaumont et de Lanty-sur-Aube.

Cette zone géographique, tout comme les vallées de la Seine, de l'Ource, de l'Aujon, de la Renne, n'est desservie par aucune liaison ferroviaire, ni par aucune voie navigable.

Le transport des marchandises par camions est donc la seule option viable tant sur le plan économique qu'environnemental.

Le choix d'un autre site se serait porté sur un autre emplacement de la vallée de l'Aube, ce changement de site n'aurait pas permis d'envisager un autre moyen de transport alternatif à la route.

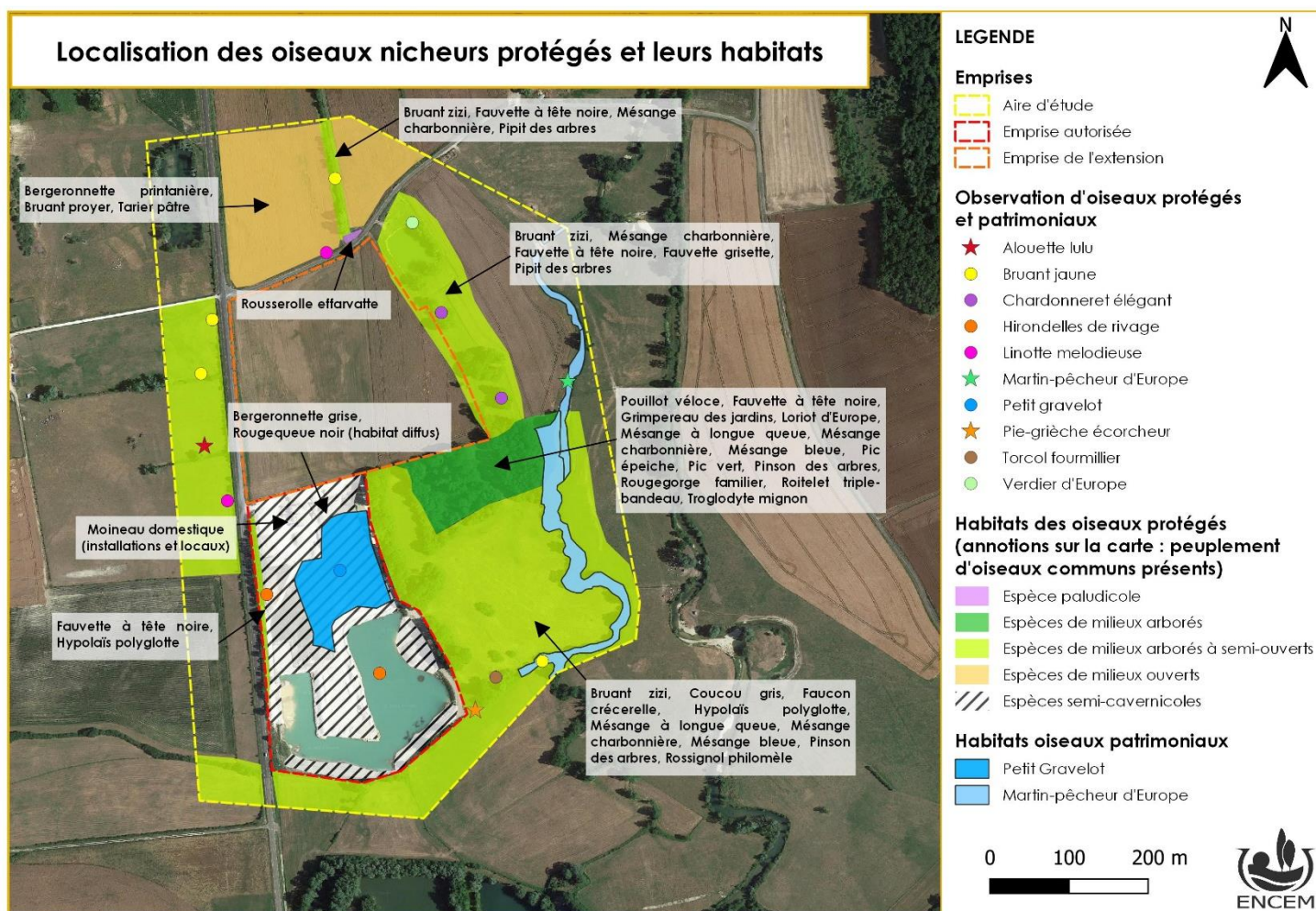
Ainsi, la SAS André Boureau a choisi de ne pas s'éloigner du site actuellement en production afin d'éviter le phénomène de mitage que l'on peut observer dans les zones d'exploitation de carrière de matériaux alluvionnaires.

4. ANALYSE PAR THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES

4.1. LA BIODIVERSITE – CONCERNANT LES OISEAUX

L'Ae recommande à l'exploitant, pour une bonne visualisation et prise en compte des enjeux, de faire figurer sur une seule et même carte l'ensemble des oiseaux protégés dont le site de reproduction ou l'aire de repos est situé, au moins partiellement, dans la zone d'étude.

Une carte de l'ensemble des oiseaux protégés et de leurs habitats a été élaborée et visible ci-après :



4.2. LA BIODIVERSITE – CONCERNANT LES MESURES ERC

L'Ae recommande de renforcer les mesures de suivi des amphibiens (annuellement pendant toute la durée de l'exploitation).

En conclusion de l'analyse relative à la biodiversité qui nécessite d'importantes et nombreuses mesures environnementales et dans le cadre de la remise en état du site [...], l'Ae recommande de mettre en place, avec les propriétaires des terrains de la carrière, une obligation réelle environnementale (ORE) qui sera de nature à apporter une garantie dans la pérennisation des réaménagements annoncées et de leur suivi dans le temps.

Comme déjà indiqué dans le mémoire en réponse à l'avis de la DREAL et avec l'accord du SEBP (Service Eau, Biodiversité, Paysage), le programme de suivi sera élaboré dès l'obtention de l'autorisation d'exploitation.

Ce programme inclura une vérification annuelle des amphibiens avant chaque opération de remaniement de milieux aquatiques (entre septembre et février). L'opération pourra être menée par le personnel de la société, après avoir obtenu une formation adéquate par un expert en écologie sur l'observation des pontes et têtards. Cette surveillance sera consignée dans un registre.

En plus de cela, le suivi écologique prévu tout au long de l'exploitation permettra d'assurer une veille sur les milieux de reproduction utilisés par les amphibiens, et en particulier l'Alyte accoucheur, et d'orienter au mieux les opérations d'entretien des terrains en exploitation.

A la place de l'ORE recommandée par la MRAE, la société s'engage à mettre en place un plan de gestion et d'entretien des espaces verts avec le propriétaire des terrains, dès l'obtention de l'arrêté préfectoral.

4.3. LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

L'Ae souligne positivement la réalisation d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre détaillé. Elle regrette néanmoins que l'exploitant ne soit pas allé au bout de la démarche pour s'assurer d'une compensation totale de son projet en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

L'Ae signale à cet effet qu'elle a publié, dans son recueil « Les points de vue de la MRAe Grand Est », pour les porteurs de projets et pour la bonne information du public, ses attentes relatives à la présentation du bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES).

L'Ae recommande au pétitionnaire d'estimer la part des émissions de GES liées à la phase d'exploitation du site qui seront compensées dans le cadre des aménagements réalisés en fin d'exploitation et le cas échéant, de proposer des mesures compensatoires supplémentaires.

Pour mémoire, le bilan des émissions réalisé pour la phase d'exploitation avait conclu à une émission de 474,3 t e CO₂/an, jusqu'au 1^{er} utilisateur.

Cette analyse est complétée par un bilan des émissions de CO₂, liées au déstockage lors des phases de décapage du sol puis au stockage lors de la phase de remise en état.

Rappelons que le projet portera sur 7 ha d'espace agricole, il est considéré qu'un hectare de surface agricole stocke 50 tonnes de carbone. Ainsi, le décapage de l'extension du projet relarguera environ 350 tonnes de carbones. A contrario, la remise en état de cette zone permettra la création de 3,75 ha de plan d'eau et de 3,25 ha de prairie. Ces aménagements permettront respectivement de stocker 175 t C/ha et 82 t C/ha¹.

Ainsi le bilan sera le suivant :

Emissions de CO ₂		Captation de CO ₂ (puits de carbone)	
Décapage des sols agricoles	+ 350 t	Plan d'eau aux berges revégétalisées, création de zones de hauts fonds	- 656,25 t
Exploitation des matériaux sur 13 ans	+ 2 875,60 t	Prairies en bordure de plan d'eau	- 266,50 t
Evacuation des produits sur 13 ans pour 30 000 t annuelles	+ 3 290,30 t		
TOTAL	+ 6 101, 20 t	TOTAL	- 922,75 t
Balance : + 5 178,45 tonnes de CO₂			

Le bilan du projet sera donc excédentaire en carbone, néanmoins, il convient d'apprécier ces émissions au niveau de l'ensemble des activités de la société BOUREAU.

Ainsi, afin d'atteindre une neutralité carbone sur l'ensemble de son périmètre d'ici 2050, la SAS Boureau s'engage actuellement dans une démarche RSE globale.

La société est vigilante aux effets sur le poids carbone des nouveaux matériels lors de leurs achats ainsi qu'aux avancées technologiques permettant la réduction des GES.

Les mesures de compensation éventuelles sont donc gérées sur l'ensemble des activités de la société.

¹ Source : ADEME, outil ALDO

4.4. CONCERNANT LES EMISSIONS DE POUSSIERE

L'Ae recommande au pétitionnaire de compléter son dossier par les données relatives aux retombées de poussières déjà enregistrées depuis la mise en place des jauges en 2022.

Le suivi des retombées de poussières dans l'environnement sera mis en place dans le courant de l'année 2023. La société a déjà signé le devis correspondant à la réalisation de ce suivi.

4.5. CONCERNANT LA REMISE EN ETAT

L'Ae recommande au pétitionnaire de préciser et justifier sur quelle durée le suivi postexploitation sera réalisé.

Dans ce cadre, l'Ae réitère sa recommandation à l'exploitant de mettre en place, avec les propriétaires des terrains de la carrière, une obligation réelle environnementale (ORE) qui sera de nature à apporter une garantie dans la pérennisation des réaménagements annoncés et de leur suivi dans le temps.

La plupart des aménagements écologiques (plantations et ensemencements) sera réalisée au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Ainsi, lors des suivis écologiques, une vérification sera effectuée pour s'assurer de la bonne réalisation des mesures de réaménagement.

Seuls les aménagements au droit de la plateforme des installations de traitement ne seront mis en place qu'à l'issue de l'exploitation. Ainsi, la société propose de poursuivre le suivi sur les 5 années post-exploitation, afin de s'assurer du bon taux de reprise des plantations.

A la place de l'ORE recommandée par la MRAE, la société s'engage à mettre en place un plan de gestion et d'entretien des espaces verts avec le propriétaire des terrains, dès l'obtention de l'arrêté préfectoral.